



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Visite officielle

- Près de Barentin. "La dénutrition n'est pas une question de charité mais une bataille nécessaire" : une ministre en visite chez Nutriset (Courrier Cachois)

Sécurité

- Le Havre. Lutte contre le narcotrafic : deux nouveaux scanners sur le port d'ici 2030 (Tendance Ouest)
- Feux de forêt. Des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime engagés en renfort dans l'Aude (Tendance Ouest)
- Pompiers, police, évacuation par hélicoptère, recherche d'une fillette... Que s'est-il passé sur la plage du Havre ? (76 actu)
- « Trois plaintes par semaine » : à Rouen, avec l'été, les vols de collier à l'arraché explosent (Paris Normandie)
- Disparition d'une fille de 9 ans : de nombreux moyens engagés sur la plage du Havre (Paris Normandie)
- Près de Fécamp. Un agriculteur échappe au pire : un arc se forme entre une ligne électrique et sa moissonneuse (Paris Normandie)

Économie et vie de entreprises

- Le groupe Lhotellier dévoile sa stratégie pour devenir « bâtisseur d'excellence » (Gazette de Normandie)
- Il n'y en avait pas au port du Havre depuis des décennies : des femmes dockers arrivent dans un « bastion masculin » (76 actu)

Collectivités locales et équipements publics

- Près de Rouen, cette commune cherche 2 millions d'euros pour restaurer son église (Paris Normandie)

Transports

- Le contournement Est de Rouen, « un profond gâchis » : les personnalités politiques réagissent à l'abandon du projet (76 actu)
- Arrêt de la ligne transmanche Le Havre-Portsmouth : la CFDT monte au créneau (Paris Normandie)

Santé

- Au CHU de Rouen, cet ambulancier entame une grève de la faim pour faire réagir sa direction : « C'est épuisant » (76actu)

Pêche

- 600 degrés de trop en cumul : l'impact des vagues de chaleur marine est "colossal" en Normandie (France 3)

Patrimoine

- Près de Rouen. La synagogue d'Elbeuf clôture le financement de ses travaux d'urgence contre la mérule grâce au soutien d'un mécène privé (Tendance Ouest)

Acteurs publics

- L'ouverture des concours d'enseignants aux titulaires d'une licence relance l'attractivité de la profession
- Finances locales : la Cour des comptes salue les bons résultats 2025, mais doute des prévisions de Bercy pour 2026
- Ulcérés par des "bricolages techniques", les syndicats de la fonction publique ont claqué la porte du rendez-vous salarial

[Photos] Près de Barentin. "La dénutrition n'est pas une question de charité mais une bataille nécessaire" : une ministre en visite chez Nutriset

Julie Hervieux

3-4 minutes

En 2025, la France a accueilli le sommet Nutrition for growth (N4G), un événement international majeur dédié à la lutte contre la malnutrition. L'édition 2025 à Paris avait pour objectifs principaux d'inscrire la nutrition comme une priorité de l'agenda du développement durable et faire de la lutte contre toutes les formes de malnutrition une cause universelle. Problème, les crédits de paiement dédiés à l'APD (Aide publique au développement) chutent encore de 800 millions d'euros en 2026, pour atteindre 3,6 milliards d'euros. Face à cette situation, la ministre déléguée chargée de la francophonie, des partenariats internationaux et des Français de l'étranger, Eléonore Caroit, était en déplacement ce lundi 6 juillet chez [Nutriset à Malaunay](#) pour démontrer que la malnutrition est un enjeu humanitaire et qu'il faut continuer de soutenir les entreprises françaises qui répondent aux besoins nutritionnels du plus grand nombre à l'image de Nutriset.



Nutriset fabrique des pâtes nutritives de 500kcal pour les enfants dénutris - Julie Hervieux

Quarante ans d'aide internationale

Cette année, [Nutriset fête ses 40 ans](#) et a traité plus de 155 millions d'enfants depuis 2005 grâce à ses produits. En 1993, Nutriset sortait ses premiers laits thérapeutiques et trois ans plus tard, les sachets PlumpyNut. Une révolution pour la prise en charge thérapeutique de la malnutrition aiguë sévère. Ces produits sont achetés par des ONG et associations qui les distribuent aux personnes dans le besoin principalement en Afrique. En janvier dernier, Nutriset a envoyé 383 tonnes de compléments alimentaires à destination de 42 000 enfants (de 2 à 6 mois) au stade modérément sous-nutris à Gaza. "L'acheminement est arrivé à bon port, rassurait Julien Planchon, responsable des ONG chez Nutriset. Nous avons des relais sur place qui arrivent à récupérer les marchandises dans les zones de conflits." Des cartons sont également envoyés, sur demande, en Ukraine. "Nous avons envoyé quelques cartons là-bas mais la demande est plus faible. Il y a la guerre oui, mais la malnutrition n'est pas très élevée par rapport à l'Afrique", précisait Julien Planchon.



Eléonore Caroit était chez Nutriset - Julie Hervieux

Deux mois de traitement par carton

Un carton contient assez de sachets pour un traitement de deux mois pour un enfant. "Sur place, il y a des médecins, des diététiciens, des pédiatres qui se chargent de recenser les personnes dans le besoin. Ensuite, ces personnes viennent chercher leur carton et faire contrôler l'état de santé de l'enfant", notait Julien Planchon. Les produits PlumpyNut sont réalisés à base d'huile de palme et de lait, au goût de beurre de cacahuète. Une recette très sucrée qui doit plaire aux enfants. "Un enfant malnutri n'a même plus envie de manger. Le goût sucré va faciliter la prise du traitement", relevait Adeline Lescanne-Gautier, directrice générale. "Il faut faire comprendre aux Français que la dénutrition n'est pas une question de charité mais une bataille nécessaire", concluait la ministre.

Le Havre. Lutte contre le narcotrafic : deux nouveaux scanners sur le port d'ici 2030

Célia Caradec

~2 minutes

Adapter les moyens de la douane française aux bouleversements de la mondialisation et aux menaces, à commencer par le narcotrafic : c'est l'objectif du plan Douane 2030, présenté par le ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, jeudi 2 juillet.

Ce plan prévoit notamment le déploiement de 25 nouveaux scanners, fixes et mobiles, entre 2027 et 2030, afin de doubler le nombre de scanners utilisés par la douane. "*Le volume d'images collectées doublera d'ici 2027 et quadruplera à l'horizon 2030*", ambitionne le gouvernement. Un plan qui s'accompagne de 535 créations d'emplois.

Deux scanners déjà installés

Le port du Havre, par lequel transitent trois millions de conteneurs chaque année, est directement concerné. Actuellement, les douaniers bénéficient d'un scanner fixe à haute énergie et d'[un scanner mobile basse intensité](#), arrivé en 2024 [après l'incendie d'un équipement similaire en 2019](#). Si le scanner fixe permet un contrôle approfondi, il nécessite de dérouter le camion vers les locaux des douanes, contrairement à un scanner mobile, utilisé directement sur les terminaux.



Le scanner fixe actuellement installé, s'il permet des investigations plus poussées, nécessite de sortir les camions des terminaux avant de les contrôler. - Célia Caradec

Le plan prévoit l'arrivée au Havre d'un nouveau "scanner mobile spécial" d'ici 2027 et d'un scanner fixe haute énergie d'ici 2030. Au niveau national, il prévoit également la création de 42 pôles régionaux d'investigation spécialisés dans le renseignement et les enquêtes.

En 2025, plus de 30 tonnes de cocaïne ont été saisies en France.

Feux de forêt. Des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime engagés en renfort dans l'Aude

Margaux Fresnais

~3 minutes

La France traverse une période critique face aux incendies qui ravagent les espaces naturels, qu'il s'agisse [des feux de récoltes, de végétation ou de forêts](#). Entre mercredi 17 et dimanche 28 juin, plus de 120 incendies ont ainsi détruit 3 280ha de végétation sur l'ensemble du territoire. Pour faire face à cette situation, 80 sapeurs-pompiers de Seine-Maritime ont été envoyés en renfort dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales afin d'aider leurs confrères sur place. D'autres effectifs se sont également rendus dans le Cher.



En 2026, 121 interventions ont déjà eu lieu en Seine-Maritime pour des feux de végétation. - Margaux Fresnais

Des feux bien plus impressionnants qu'en Normandie

L'adjudant-chef Mehdi Astic, a été envoyé dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales. De retour en Normandie, il témoigne de la violence des sinistres, très différents de ceux observés en Normandie. *"Nous avons fait face à deux feux d'une ampleur inimaginable, avec des flammes s'élevant à une vingtaine de mètres de hauteur"*, raconte-t-il. Il souligne que la Normandie, plus concernée par des incendies de plaines ou de cultures, est pour l'instant épargnée par ce type d'incendies majeurs. Dans le sud de la France, ces feux de forêt de grande ampleur durcissent considérablement les conditions d'interventions. La chaleur extrême, combinée au poids et à l'épaisseur des tenues de protection, rend chaque mouvement éprouvant et fait rapidement monter la température corporelle des soldats du feu. Ils ne resteront donc là-bas que quelques jours avant qu'une rotation ne soit réalisée. Il s'agit d'interventions qui peuvent avoir des

conséquences néfastes sur leur santé. Une troisième colonne de pompiers a été envoyée sur place.

- **A lire aussi.** [Feu de forêt et de culture : 90% des départs sont d'origine humaine, comment agir ?](#)

Une formation renforcée

Aujourd'hui en Seine-Maritime, un pompier sur huit est formé aux incendies de végétation contre seulement un sur vingt il y a quinze ans. Pour le colonel [Eric Jouanne](#), directeur départemental du [Sdis 76](#), cette solidarité interdépartementale est nécessaire. *"Il est normal d'envoyer du renfort ailleurs, on est contents d'en voir chez nous quand il y a besoin"*, précise-t-il.

Un groupe de sapeurs-pompiers formés aux feux de forêt opère sur place avec six véhicules dont quatre camions-citernes feux de forêt, une voiture de commandement et un véhicule d'appui.

Pompiers, police, évacuation par hélicoptère, recherche d'une fillette... Que s'est-il passé sur la plage du Havre ?

Lyèce Hammar

4-5 minutes

Alors que les Havrais et les touristes profitaient de la plage dans l'après midi du 8 juillet, pompiers, policiers ou encore hélicoptère ont été mobilisés. Que s'est-il passé ?

Sur le même thème

[Police](#)

[Pompiers](#)

[SNSM](#)



Une opération conjointe des forces de sécurité intérieure et de la SNSM a eu lieu ce mercredi 8 juillet au Havre. (©LH/76actu)

Par [Lyèce Hammar](#) Publié le 9 juil. 2026 à 11h25

Le mercredi 8 juillet, les [Havrais](#) comme les touristes qui passaient l'après-midi à la plage ont été témoins malgré eux d'une **opération** mobilisant les **forces de l'ordre** et la **SNSM**. Deux événements se sont succédés. L'après-midi, un simple **exercice de routine**, puis en soirée la **recherche d'une fillette de 9 ans**. L'histoire se termine bien puisqu'elle a été retrouvée saine et

saue. On vous explique le déroulé de cette journée.

Des conditions réelles

Face à l'été aux [températures record](#) que nous vivons actuellement en [Seine-Maritime](#), le risque d'**accidents** peut vite augmenter. La Préfecture a donc lancé un dispositif de sécurisation estivale qui a pour but de **renforcer** la vigilance concernant la baignade et les zones en proie aux [incendies](#), mais aussi de « prévenir un panel de dangers plus larges associés à la période estivale ». On compte par exemple la [qualité des eaux](#) de baignade, des **contrôles sanitaires** dans les hôtels et restaurants et la **tranquillité** publique dans les zones touristiques.

À lire aussi



- [Un homme de 73 ans est mort après une baignade à la plage de Saint-Jouin-Bruneval : ce que l'on sait](#)

C'est dans ce cadre qu'a eu lieu l'exercice d'hier, organisé volontairement en journée et dans une zone à fort passage (baigneurs, plaisanciers, porte-conteneurs), pour simuler des conditions **les plus réelles possibles**.

Qu'ont fait les secours ?

Le scénario du faux accident nécessitant l'intervention des pompiers était bien **simple**, mais pour autant fréquent : un baigneur, par étourderie, se retrouve **en dehors** de la zone de baignade surveillée et ne parvient pas à revenir vers la plage.

Dans ce type de cas, l'intervention conjointe de la SNSM et des pompiers est nécessaire. C'est la raison pour laquelle le bateau et l'hélicoptère ont été mobilisés. Le premier était en charge de **récupérer** la victime, et le deuxième de l'**hélicitreuiller** pour la transférer vers un centre de secours.





Stéphane Cadinot, chef de la caserne de pompiers du Havre – Caucriauville, chapeautait l'opération depuis la plage. (©LH/76actu)

Mais ce type d'intervention n'est pas uniquement utilisé dans des cas de noyades. C'est par exemple les mêmes équipes qui s'occupent chaque année de secourir les personnes **coincées** par la marée remontante, notamment à Étretat et son fameux [Trou à l'homme](#)...

Stéphane Cadinot, chef de centre de la caserne de pompiers du Havre – Caucriauville et référent départemental du sauvetage aquatique et des sauveteurs hélicoptérés, appelle à la **prudence** : « Quand il fait chaud, l'envie de se rafraîchir est forte, mais une baignade peut tourner au **drame** en quelques secondes. Derrière chaque interdiction se cache un **réel** danger. La meilleure baignade, c'est celle qu'on raconte **après** ».

Une mise en pratique plus rapide que prévue

Peu de temps après ces exercices, les forces de l'ordre ont dû mettre en pratique leurs méthodes de recherche d'une personne en bord de mer. **Une fillette de 9 ans** a en effet échappé à la surveillance de son oncle **en début de soirée**. Drones, hélicoptère, secours maritimes et terrestres ont été mis en place très rapidement, confirme une source policière. L'homme craignait que la fillette soit allée dans l'eau, il ne l'avait pas vue ressortir.

Finalement, il y aura eu plus de peur que de mal. Les policiers ont remarqué un attroupement près de la grande roue, il s'agissaient de témoins ayant vu la jeune fille seule. **Elle a pu retrouver sa famille sans dommages.**

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#).

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Trois plaintes par semaine » : à Rouen, avec l'été, les vols de collier à l'arraché explosent

Sylvain Auffret

5-6 minutes

Le nombre de vols de colliers à l'arraché se multiplie depuis plusieurs semaines à Rouen. La police appelle à la vigilance et détaille certains modes opératoires.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Les vols de colliers à l'arraché, brutal ou pas, sont en hausse - Olivier Arandel/Le Parisien/
MaxPPP



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 9 Juillet 2026 à 19h36 Temps de lecture: 2 min

Samedi 4 juillet, rue de l'hôpital dans l'hypercentre de Rouen, une femme de 61 ans contemple une vitrine. Soudain, elle se fait arracher son collier. Elle alerte la police et, munie de leur signalement, une patrouille de la brigade anticriminalité se met en quête de trois suspects.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Elle les retrouvera un peu plus tard. Celui qui est présenté comme l'arracheur est trouvé en possession d'une gazeuse lacrymogène et d'un collier issu d'un autre vol commis un peu plus tôt. Déféré, cet homme âgé de 21 ans devait être jugé en début de semaine. Ses deux acolytes ont été laissés libres à l'issue de leur garde à vue. Un type de dossier devenu courant depuis deux mois.

Une centaine de plaintes depuis mai

C'est la deuxième année d'affilée, que la [police rouennaise](#) constate ce phénomène : avec le retour des beaux jours, les vols de colliers à l'arraché sont en augmentation.

« C'est un vrai phénomène », estime le commissaire Arlaud, chef de la circonscription de sécurité publique Rouen-Elbeuf, où une centaine de plaintes ont été enregistrées depuis le mois de mai.

« La semaine dernière on était à trois par semaine ».

Plusieurs modes opératoires

Avec des modes opératoires bien rodés pratiqués parfois par des locaux, mais aussi par des gens, jeunes et sans domicile fixe, venus de région parisienne, où le phénomène existe depuis plusieurs années.

Pêle-mêle : l'opportunité comme pour la sexagénaire ; la simulation d'une prise de judo comme

pour amener au sol avec des victimes plus jeunes ; la technique du câlin comme sur cette femme dans la galerie de Saint-Sever il y a quelques mois, laquelle ne s'est aperçue qu'après coup que son collier avait été arraché d'un petit coup sec ; demander son chemin en montrant un smartphone ou enfin jouer l'ivresse à la sortie des boîtes de nuit au petit matin, s'approcher d'une victime, passer le bras comme pour s'appuyer.

Alerter rapidement

La police appelle donc à la vigilance. Le commissaire conseille de « *prévenir rapidement la police, avec une description vestimentaire la plus fiable possible afin que l'on puisse effectuer des rapprochements de faits, attribuer des séries à un ou des auteurs, déposer plainte systématiquement, en ligne ce n'est pas compliqué pour ce type de faits* ».

Lire aussi



[Rachat par la mairie, fermeture... Quel avenir pour le seul bar-tabac d'Ymare, près de Rouen ?](#)



[« C'est une super ambiance » : supporters français et marocains font vibrer la Kindarena de](#)

Disparition d'une fille de 9 ans : de nombreux moyens engagés sur la plage du Havre

Suzelle Gaube

~2 minutes



Des nombreux moyens ont été déployés sur la plage du Havre, mercredi 8 juillet 2026 au soir. -
Karine Leroy/Paris Normandie

Les Havrais installés sur la plage du Havre n'ont pas pu rater le déploiement de moyens nautiques et de l'hélicoptère de la Sécurité civile, Dragon 76. Mercredi 8 juillet 2026, entre 21h et 21h30, l'hélicoptère a réalisé de nombreux allers-retours à très basse altitude au-dessus de la mer, à quelques mètres de la plage sous les yeux étonnés des baigneurs. Deux bateaux réalisaient aussi des allers-retours sur la plage du Havre.

Une petite fille qui ne sait pas nager

Durant un long moment, les sauveteurs ont recherché une fillette de 9 ans qui ne sait pas nager. Elle était avec son oncle sur la plage quand ce dernier l'a perdue de vue, selon nos informations. Il a alerté les secours. Des moyens aérien et maritime ont été déployés : l'oncle pensait que sa nièce s'était aventurée dans l'eau. Après un long temps de recherche vaine en mer, la police nationale a

été sollicitée vers 22h. Elle a de son côté longuement patrouillé sur le front de mer.

Finalement retrouvée sur terre

La jeune fille a finalement été retrouvée vers 23h15... au pied de la grande roue au milieu d'un groupe de personnes qu'elle ne connaissait pas. « *Désorientée* », elle a été prise en charge et a pu être remise à son oncle et à son père qui est arrivé sur les lieux. Certainement, la plus grande peur de la vie de la petite fille et de ses proches.

Près de Fécamp. Un agriculteur échappe au pire : un arc se forme entre une ligne électrique et sa moissonneuse

Suzelle Gaube

4-5 minutes

Jeudi 9 juillet 2026, dans l'après-midi, un champ de blé a pris feu à Mentheville, près de Fécamp. L'un des agriculteurs présents sur les lieux a échappé de peu au pire.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Un champ de blé a été en proie aux flammes, route de Bretteville à Mentheville, jeudi 9 juillet 2026, dans l'après-midi - Photo commune de Mentheville



Par [Suzelle Gaube](#)

Publié: 9 Juillet 2026 à 18h08 Temps de lecture: 1 min

À 17h, jeudi 9 juillet 2026, on pouvait encore constater la présence du [feu dans un champ](#) à Mentheville, à la limite de Bretteville-du-Grand-Caux. Situé route de Bretteville, un champ de blé a été en proie aux flammes après un problème électrique et pas des moindres. Selon la maire de Mentheville, Anne-Sophie Pomelle, un arc électrique s'est formé entre la moissonneuse-batteuse présente dans le champ de 3,5 hectares et la ligne électrique, détendue par la chaleur précise le maire de Bretteville-du-Grand-Caux, qui passait au-dessus de l'engin.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Pas de blessé

Par chance, l'agriculteur qui conduisait la moissonneuse n'a pas été blessé, assure l'élue. D'autres agriculteurs étaient présents au moment des faits : c'est grâce à leur intervention que le feu ne s'est pas propagé, affirme la maire. Les pompiers ont ensuite pris le relais. Environ 1 ha serait parti en fumée, selon nos informations.

Une coupure d'électricité

En conséquence de l'événement : les 109 foyers de la commune de Mentheville sont privés d'électricité, assure Anne-Sophie Pomelle. Selon le maire de Bretteville-du-Grand-Caux, André-Pierre Blondel, au moins la moitié des habitants de sa commune serait sans électricité. À 17h30, Enedis attendait le feu vert des pompiers pour intervenir, précise Anne-Sophie Pomelle.

Lire aussi

[Fraude bancaire par faux coursier au Havre. Ils ciblaient les « vieilles » avec une arnaque bien rodée](#)

[Coupe du monde 2026. CPM Industrie propose une soirée match avec montage de votre Tour](#)

Le groupe Lhotellier dévoile sa stratégie pour devenir «bâtitteur d'excellence»

Chloé Guerout

4-5 minutes

Dossier

Le groupe Lhotellier, historiquement implanté en Normandie, déploie sa feuille de route «Excellence 2030». Objectif : renforcer ses métiers historiques, accélérer la transition écologique et poursuivre son développement en Normandie et dans les Hauts-de-France.



© Groupe Lhotellier

Publié le 10 juillet 2026 - Mis à jour le 10 juillet 2026

Pour continuer d'«être un partenaire de proximité, fiable, capable d'apporter des solutions concrètes, durables et adaptées aux réalités de terrain», le groupe normand Lhotellier a dévoilé sa nouvelle feuille de route, nommée «Excellence 2030».

Déployée au premier semestre 2026, cette feuille de route doit accompagner le développement de l'entreprise familiale jusqu'en 2030 en renforçant «ses positions historiques tout en accélérant son développement sur les marchés d'avenir» liés à la transition environnementale.

Pour mettre en œuvre cette stratégie, le groupe réorganise ses activités autour de six pôles : infrastructures et aménagements, construction, industries et matériaux, énergies et

environnement, immobilier et international.

Dévoilé auprès des 300 encadrants, le plan repose sur quatre priorités : améliorer la performance, faire évoluer les métiers, renforcer la rentabilité et préparer la transmission des compétences. Il prévoit notamment l'ouverture de nouvelles agences en Normandie et dans les Hauts-de-France, le développement de marchés comme le génie végétal, ainsi que des projets de plus grande envergure.

La transition écologique comme enjeu majeur

La transition écologique s'impose comme un axe stratégique. Dans la continuité de sa démarche de RSE, le groupe Lhotellier souhaite accompagner ses clients, collectivités et acteurs économiques, avec des solutions répondant aux enjeux climatiques. L'entreprise entend développer le *«génie écologique, accroître l'utilisation de matériaux recyclés dans ses réalisations, renforcer les travaux d'entretien des voiries et des mobilités douces, ainsi que la rénovation de petits ouvrages d'art»*.

Le groupe ambitionne également d'accompagner les collectivités dans la modernisation et l'entretien des réseaux d'eau, le déploiement de réseaux de chaleur, du photovoltaïque et de la méthanisation. Il entend aussi contribuer à l'aménagement et à la requalification des territoires à travers des opérations de dépollution, de renaturation, de réhabilitation et de reconversion de friches industrielles.

À l'horizon 2030, l'entreprise vise à conforter sa position d'acteur de référence en Normandie et dans les Hauts-de-France, tout en conservant son modèle familial sur ses métiers historiques. Cette nouvelle orientation s'accompagne d'une évolution de sa signature, désormais : «Lhotellier, bâtisseur d'excellence».

Il n'y en avait pas au port du Havre depuis des décennies : des femmes dockers arrivent dans un « bastion masculin »

Louise Boutard

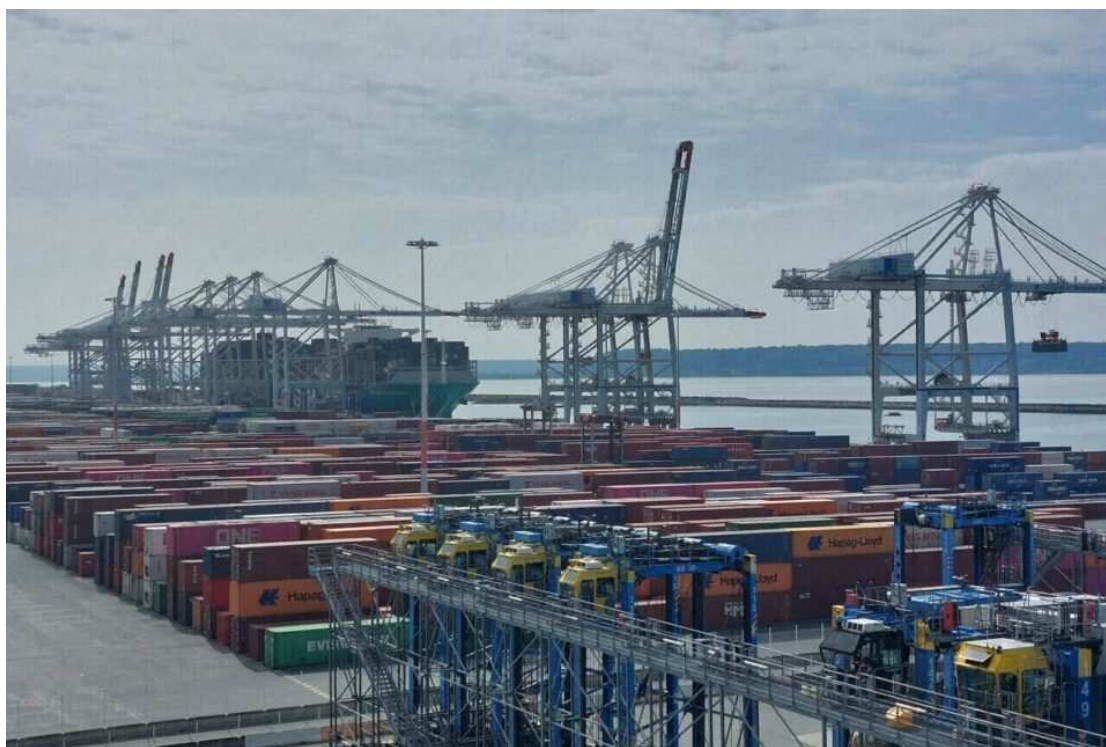
5-7 minutes

À partir d'août 2026, quelques femmes vont rejoindre la profession dans le port du Havre. Le métier de docker est moins physique qu'autrefois, mais reste très codifié.

Sur le même thème

[Dockers](#)

[Port du Havre](#)



Le port du Havre, prêt à accueillir une petite révolution en août 2026 (©Illustration/76actu)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 9 juil. 2026 à 16h50

C'est ce qu'on appelle un « bastion masculin ». Sur le port du Havre, on ne comptait **pas une seule femme parmi les dockers** depuis des siècles. Mais au mois d'août 2026, une quinzaine de femmes vont faire leurs premiers pas sur le port. Enseignante et chercheuse originaire [du Havre](#), Marie Lecuyer a justement rédigé sa thèse de géographie sur les rapports de genre dans le port du Havre et celui de Felixstowe au Royaume-Uni. Elle réagit à cette « révolution » locale.

Docker, un métier moins physique qu'autrefois

Dans l'ensemble du port du Havre, on compte 30 à 33 % de femmes. Mais la **répartition est très distincte en fonction des métiers**. Agent de douane, remorqueurs, armateur, agent maritime en assurance... Bien des fonctions sont méconnues du grand public. Si les métiers dits « de bureau » comptent davantage de femmes, la chercheuse Marie Lecuyer insiste : « Il ne faut pas avoir une vision trop binaire. Les femmes vont aussi vérifier les conteneurs sur le terminal, par exemple ».

L'un de ces métiers ne comptait pas une seule femme... jusqu'à présent. Pourtant, de nos jours, le travail de docker n'est **plus aussi physique qu'autrefois**. « Je déconstruis cette idée, explique Marie Lecuyer. Depuis la deuxième moitié du XXe siècle et la **conteneurisation, c'est très mécanisé**. Les dockers portent des charges lourdes de façon très ponctuelle. »

On ne porte plus les balles de coton sur le dos. De plus, certaines femmes portent des lourdes charges dans d'autres métiers, on pense aux aides-soignantes par exemple qui doivent souvent porter leurs patients. Il existe des techniques pour que ce soit moins difficile.

Exception notable, le **métier de calier** consiste à amarrer et désamarrer les porte-conteneurs et demande de porter régulièrement **des barres de 30 kg**. Or, selon l'organisation traditionnelle du travail sur le port, c'est l'un des premiers postes qu'exercent les jeunes recrues.

« C'est un mode d'organisation de **solidarité intergénérationnelle**. Les plus jeunes sont sur les postes les plus pénibles physiquement, et **laissent la place aux dockers en fin de carrière** ou avec des problèmes de santé », explique la chercheuse. Loin des clichés encore en tête du grand public, il existe de nos jours des postes de dockers où l'on prévoit les chargements et déchargements des navires derrière un ordinateur.

Organiser le foyer en fonction des quarts de nuit

Les nouvelles recrues féminines auraient plutôt à charge **la conduite des engins**. La question de la force physique n'intervient donc pas. Reste cependant la question des **quarts de nuit**.

« Dans des milieux sociaux où la répartition des tâches est toujours traditionnellement portée en large majorité par la femme dans les foyers hétérosexuels, cela demande de repenser toute l'organisation, analyse Marie Lecuyer. C'est très **stigmatisant**, elle va être **taxée de mauvaise mère** ».

Pourtant, ce type d'organisation **existe déjà dans d'autres ports**. C'est le cas à Felixstowe, au Royaume-Uni. Ce grand port de commerce situé dans une petite ville a incité les femmes à postuler **dès 1997-1998, par manque de main-d'œuvre**. Là-bas, il existe des couples de dockers. Cela demande aux managers d'adapter les plannings. En France, un seul autre port a déjà ouvert les postes de dockers aux femmes, il s'agit du **grand port maritime de La Réunion**.

« L'arrivée des femmes ne fait pas du tout consensus chez les dockers »

Historiquement, au XIXe siècle, des femmes ont déjà exercé ce métier. « En 1947, le métier de **dockers est très précaire**, peu enviable. Il dépend de l'arrivée de navires, qui ne sont pas aussi nombreux qu'aujourd'hui. Donc le collectif se verrouille, se ferme aux femmes et aux étrangers, pour **défendre les droits des travailleurs, sécuriser un travail irrégulier**. On voit se développer une **transmission familiale, de père en fils**, et une cohésion qui a perduré jusqu'à la seconde moitié du XXe siècle », détaille Marie Lecuyer.

La non-mixité a participé de cette cohésion. Aujourd'hui, on compte tout de même **quelques étrangers travaillant sur le port** : 7 personnes sur 2 000. Les femmes prêtes à entrer dans le métier connaissent ce milieu, ce sont des épouses ou des filles de dockers du Havre. « Une révolution à la fois ! », commente Marie Lecuyer.

« Toutes les recherches faites montrent que **l'arrivée de pionnières crée des frictions** et un retour de bâton avec des violences verbales, voire sexuelles. Cette fois, comme les nouvelles venues sont **des mêmes familles, est-ce que ça peut les protéger** de réactions sexistes et misogynes ? L'arrivée des femmes ne fait **pas du tout consensus chez les dockers** », décrypte Marie Lecuyer qui voit ici « un véritable laboratoire à ciel ouvert ».

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Près de Rouen, cette commune cherche 2 millions d'euros pour restaurer son église

Paris Normandie

5-6 minutes

L'église de Martainville-Épreville doit être entièrement restaurée. Mais la mairie n'a pas les deux millions nécessaires. Comment mener un tel projet, quand on est à la tête d'une petite commune ?

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





L'église de Martainville-Épreville a besoin d'être restaurée - Archives PNormandie



Par la rédaction

Publié: 10 Juillet 2026 à 07h26 Temps de lecture: 1 min

Âgé de 47 ans, cadre dans la grande distribution, François Arlay est le nouveau maire de la commune de Martainville-Épreville. Il est entouré de trois adjoints : Guy Lepront, Eliane Lesueur et Philippe Couliou. Deux conseillers délégués ont été nommés : Anicet Dumont, en charge de la voirie, des bâtiments et des espaces verts et Guillaume Lefel pour le budget.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Même si le nouveau conseil municipal accueille neuf nouveaux élus, nous restons dans la continuité du précédent mandat », précise François Arlay. « Nous fonctionnons sur le mode participatif, c'est-à-dire que chaque conseiller a des responsabilités et des dossiers en charge. »

Le nouveau conseil n'a pas attendu bien longtemps pour lancer quelques actions : *« afin d'améliorer la sécurité, nous avons refait le marquage sur la RN31. Nous avons également lancé une étude sur la vidéo protection avec l'objectif d'une mise en place dès 2026. Le [parc de la Pommeraie](#), dont la réalisation a été lancée lors de la précédente mandature, a été ouvert au public pour sa partie jeux et son parcours santé juniors. Nous avons lancé la réflexion sur la suite et l'utilisation du reste du terrain ».*





François Arlay, le nouveau maire de Martainville-Épreville. - Paris Normandie

Au chevet de l'église

Le grand projet concerne la restauration de l'église, qui est actuellement fermée en raison de son état. « Les travaux ont été estimés à 2 millions d'euros, une charge que la commune ne pourra pas supporter seule », explique le maire.

« Une étude est en cours pour établir un plan de financement. Nous avons besoin d'être accompagnés financièrement. La première étape sera de sauver cet édifice religieux et pouvoir l'ouvrir à nouveau au public. Cette première phase consistera à la mettre hors d'eau et hors d'air et sauver le clocher. »

Une réflexion va également être lancée prochainement sur la remise en état de la salle polyvalente dont la construction remonte aux années 1970. Les travaux d'enfouissement des réseaux, déjà commencés seront poursuivis.

Lire aussi



[Rachat par la mairie, fermeture... Quel avenir pour le seul bar-tabac d'Ymare, près de Rouen ?](#)



Le contournement Est de Rouen, « un profond gâchis » : les personnalités politiques réagissent à l'abandon du projet

Isabelle Villy

6-8 minutes

Le contournement Est de Rouen a franchi une ultime étape le 2 juillet 2026. Le ministre des Transports Philippe Tabarot a en effet donné le coup de grâce au projet. Les réactions.

Article réservé aux abonnés



Le contournement Est de Rouen a reçu le coup de grâce du ministre des Transports Philippe Tabarot : le projet ne sera pas poursuivi. ©Isabelle Villy/Archives

Par [Isabelle Villy](#) Publié le 9 juil. 2026 à 17h12

Alors qu'il inaugurerait à [Rouen \(Seine-Maritime\)](#), jeudi 2 juillet 2026, les nouveaux accès du [pont Flaubert](#), le ministre des Transports **Philippe Tabarot** a donné le coup de grâce au projet de [contournement Est de Rouen](#), plaidant « l'absence de consensus politique ». Un temps favorable au projet, [Nicolas Mayer-Rossignol](#), le président de la Métropole Rouen Normandie et maire de Rouen, avait finalement fait volte-face et décidé de se désengager financièrement de ce projet autoroutier. Une décision qui a brisé le consensus et justifie que l'État fasse le choix de ne plus soutenir le chantier. La Déclaration d'utilité publique arrivera à échéance en 2027... et ne sera

donc vraisemblablement pas renouvelée, mettant un point final au projet dont on parle depuis des décennies.

Le contournement Est de Rouen, un gâchis d'argent et de temps

Rappelons que le contournement Est de Rouen proposait de relier l'A13 et l'A28 pour notamment désengorger Rouen et son trafic routier. Le coût était de près d'un milliard d'euros aux dernières estimations. Toutefois, ce projet d'infrastructures, attendu avec impatience par les uns, a cristallisé des oppositions qui n'ont cessé de faire entendre leur voix.

Après des années d'études, qu'on imagine évidemment coûteuses, de modifications de tracés, d'épisodes tendus entre les détracteurs et défenseurs du projet se déchirant autour de la fameuse et endémique Violette de Rouen ou pour défendre les captages d'eau, ou encore dénoncer son impact environnemental : tout ce déploiement d'énergie se solde aujourd'hui par ce que les opposants revendiquent comme une victoire, là où les défenseurs du contournement dénoncent un énorme gâchis.

Les pros contournement, déçus et agacés

Pascal Martin, sénateur de la Seine-Maritime et fervent défenseur du contournement Est de Rouen, s'est exprimé devant la commission de l'aménagement du territoire du Sénat, mercredi 1^{er} juillet : « Mon propos sera loin du consensus général ».

Le toujours conseiller départemental du canton de Bois-Guillaume a ainsi rappelé, sur un ton quelque peu sarcastique que « cela ne fait jamais que 54 ans que ce dossier est en étude ! Rouen est la seule agglomération de 500 000 habitants qui ne dispose pas de contournement ».

La stratégie du gouvernement, je ne la comprends pas. Ce contournement était un projet majeur pour la Région Normandie. Il aurait pu connecter la Métropole au reste de l'Europe. C'est un profond gâchis. C'est franchement incompréhensible.

Pour Bertrand Bellanger, le président du Département, « l'abandon du contournement Est est une offense pour le dialogue territorial et une faute stratégique pour le développement de l'Axe Seine ». L'élu local juge la décision du ministre « surprenante, déconcertante et lourde de conséquences ». Il plaide par ailleurs pour « l'impérieuse nécessité de développer les mobilités dans la région rouennaise. Le futur RER métropolitain demeure une vision non définie ».

Sur Facebook, Julien Demazure, Maire de La Neuville Chant d'Oisel, a quant à lui dénoncé les « tergiversations politiques du président de la Métropole Rouen Normandie, favorable au projet dans un premier temps, avant de s'y opposer ensuite au gré des alliances électorales ». L'élu s'interroge également sur les alternatives à trouver pour résoudre le problème de la traversée des poids lourds dans l'agglomération.

Une grande victoire pour les écologistes

Dans un communiqué commun, les élus politiques de Normandie revendiquent une victoire, au bout de « 50 ans de lutte ». Selon eux, la déclaration d'utilité publique qui ne sera pas renouvelée signe la fin de « cette autoroute à péage de 41 km. Elle appartient désormais au passé ».

« L'État s'est acharné à maintenir sous perfusion un projet que le terrain rejetait de plus en plus fort », affirment les élus écologistes, qui constatent que ce terrain est constitué de militants qui

n'ont jamais rien lâché : l'association Non à l'autoroute, des agriculteurs menacés d'expropriation de leurs terres, des riverains, des militants de toutes générations « qui ont occupé, argumenté, manifesté, saisi la justice et alerté sur les 500 hectares de terres agricoles menacés et sur les dizaines de milliers de tonnes de gaz à effet de serre que ce projet aurait généré ».

Pour l'association Non à l'autoroute A133-A134 (NALA), basée à Léry (Eure) et mobilisée depuis 26 ans, c'est l'aboutissement d'un combat acharné. « La victoire se confirme enfin [...] On n'attendait plus que la parole du Ministre », a réagi sa présidente, Lydie Rousseau.

Depuis le lancement du projet, de nombreuses études avaient notamment pointé du doigt l'impact environnemental d'un tel chantier.

La place au train

Toujours dans leur communiqué, les écologistes prennent acte des propos du ministre qui a évoqué le Serm (Service express régional métropolitain) de Rouen et la LNPN et exigent (sic) « que ces mots deviennent des financements concrets. L'argent qui devait couler dans le bitume doit désormais financer le rail, les transports du quotidien, les mobilités qui protègent le climat au lieu de l'aggraver ».

« Voilà, c'est fini », chantait à une époque Jean-Louis Aubert : une mélodie qui pourrait tout aussi bien correspondre aux multiples rebondissements que ce projet de contournement Est de Rouen a connus depuis qu'il a été initié dans les années 1970.

Aujourd'hui, le projet semble bel et bien enterré, même s'il faudra tout de même attendre 2027 pour que la Déclaration d'utilité publique devienne définitivement caduque.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Arrêt de la ligne transmanche Le Havre-Portsmouth : la CFDT monte au créneau

Paris Normandie

5-6 minutes

La liaison transmanche Le Havre-Portsmouth, assurée depuis 2013 par Brittany Ferries, va disparaître le 30 septembre 2026. La CFDT dénonce « les conséquences sur l'emploi et l'attractivité touristique » et souhaite rencontrer les élus locaux.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Lundi 29 juin, en Comité social et économique, la compagnie maritime Brittany Ferries a, notamment, annoncé l'arrêt de la ligne Le Havre-Portsmouth, le 30 septembre 2026. - Paris Normandie



Par la rédaction

Publié: 9 Juillet 2026 à 17h34 Temps de lecture: 1 min

Suite à [l'annonce de la direction de Brittany Ferries](#) lundi 29 juin 2026 de stopper les liaisons Le Havre-Portsmouth et Cherbourg-Pool et de vendre deux bateaux, la CFDT maritime a adressé un courrier aux élus des bassins havrais et cherbourgeois, ainsi qu'à la [Région Normandie](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Par cette démarche, « *nous voulons alerter les pouvoirs publics sur les conséquences économiques, sociales et territoriales* », indiquent, via un communiqué, les différentes sections de la CFDT.

Parmi les sujets d'inquiétude figurent notamment « *les conséquences directes et indirectes sur l'emploi, tant pour les salariés de Brittany Ferries que pour l'ensemble des activités portuaires et économiques liées à [ces dessertes](#)* ». Mais aussi « *l'impact sur l'attractivité touristique de la Normandie, alors que ces liaisons constituent des portes d'entrée majeures pour de nombreux visiteurs britanniques* ».

Une rencontre pour trouver des solutions

Le syndicat souligne également « *l'incohérence de ces décisions au regard des grands projets de développement engagés en Normandie : le chantier de l'[EPR2 de Penly](#) en Seine-Maritime et le projet [Aval du Futur](#), à l'usine Orano La Hague, dans la Manche, qui nécessiteront des capacités de transport maritime performantes ainsi que des échanges renforcés avec le Royaume-Uni* ».

La CFDT demande aux élus locaux et régionaux « *de prendre pleinement la mesure de la situation et d'intervenir auprès de la direction de [Brittany Ferries](#) afin de préserver les emplois, les*

dessertes maritimes et les intérêts du territoire ».

Enfin, « nous souhaitons rencontrer rapidement les élus concernés afin d'échanger sur les enjeux de ce dossier et de construire, ensemble, les solutions permettant de garantir un avenir durable aux liaisons maritimes normandes et aux salariés qui les font vivre », conclut le syndicat.

Vendredi 3 juillet 2026, le député PCF de la 8e circonscription de la Seine-Maritime, [Jean-Paul Lecoq](#) avait [interpellé sur ce sujet](#), par courrier, le directeur du port de la cité Océane.

Lire aussi

[Fraude bancaire par faux coursier au Havre. Ils ciblaient les « vieilles » avec une arnaque bien rodée](#)

[Coupe du monde 2026. CPM Industrie propose une soirée match avec montage de votre Tour Eiffel](#)

[Près du Havre. La Maison de l'Estuaire vous dévoile les trésors de la réserve naturelle durant l'été](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#) [Seine-Maritime](#) [Normandie](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Fraude bancaire par faux coursier au Havre. Ils ciblaient les « vieilles » avec une arnaque bien rodée](#)



Au CHU de Rouen, cet ambulancier entame une grève de la faim pour faire réagir sa direction : « C'est épuisant »

Adrien Filoche

5-6 minutes

Depuis le 2 juillet 2026, Laurent* a entamé une grève de la faim pour faire réagir sa direction. La raison : il réclame au CHU de Rouen des primes non versées. Précisions.

Sur le même thème

[CHU Rouen](#)

[Justice](#)

Article réservé aux abonnés



Depuis le 2 juillet 2026, Laurent* a entamé une grève de la faim. La raison : il réclame au CHU de Rouen des primes non versées. (©Illustration/76actu)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 10 juil. 2026 à 6h52

« Le seul moyen pour me faire entendre, c'était de faire ça ». Depuis le jeudi 2 juillet 2026, Laurent* a entamé **une grève de la faim**. Ambulancier depuis six ans et demi au [CHU de Rouen](#), il reproche à son employeur de ne pas lui avoir versé une prime dont il aurait pu bénéficier. « Mon

salaire est grandement basé sur les primes, cela représente un manque à gagner pour moi », explique-t-il. Selon lui, cette somme perdue est estimée à **plus de 2000 euros**. Interrogée par 76actu, la direction des ressources humaines du CHU estime quant à elle être dans son droit.

Un ambulancier de Rouen en grève de la faim

La prime dont Laurent parle, c'est la **NBI**, ou nouvelle bonification indiciaire (*lire encadré*). Aujourd'hui, l'ambulancier touche cette gratification depuis plus de deux ans, « mais il y a un arriéré de paiement. Il y a une période avant 2023 où on a oublié de me la verser ».

(Il me manque deux ans et demi de prime. Cela représente environ 2500 euros.

Ce qu'il reproche à son employeur, c'est « de faire l'autruche. C'est épuisant, j'envoie des e-mails aux ressources humaines, je n'ai jamais de réponse. Ou quand j'ai un retour, les personnes se renvoient la balle ».

La NBI, c'est quoi ?

La NBI est un supplément de salaire réservé à certains fonctionnaires qui occupent un poste avec une responsabilité ou une technicité particulière (comme le fait de conduire une ambulance). L'agent obtient des points d'indice en plus, qui s'ajoutent au salaire de base et comptent pour sa retraite.

Usé par les démarches administratives, l'ambulancier déplore « **un manque de considération**. On n'est pas bien traité, on est ignoré ». Pour faire bouger les choses et se faire entendre, il a décidé de lancer une grève de la faim début juillet.

Mercredi 8 juillet, il a été arrêté par son médecin. Vendredi, il doit avoir un rendez-vous avec les ressources humaines du CHU.

Une action collective depuis plus d'un an

Selon lui, Laurent n'est pas le seul concerné, « nous sommes au moins cinq collègues avec la même demande. Cela fait plus d'un an et demi que nous avons lancé **une action collective** pour essayer de faire reconnaître cette rétroactivité ».

Du côté de la loi, on constate que la jurisprudence administrative confirme qu'un agent est en droit de réclamer le versement rétroactif de la NBI non perçue s'il a bien occupé **un poste éligible**. En 2005, [la Cour administrative d'appel de Douai](#) a donné raison à un agent à qui on avait refusé le versement de cette prime.

« C'est une situation très anormale », déplore de son côté Francis His, secrétaire général de l'union syndicale départementale CGT, qui suit le dossier et soutient l'agent.

Une question de statut, selon le CHU

Interrogée par 76actu, la direction des ressources humaines du CHU de Rouen explique avoir déjà apporté une réponse aux organisations syndicales.

« Cette prime est versée pour les personnes qui ont le grade d'ambulancier de la fonction hospitalière », justifie la DRH, précisant que cela fait suite à la création du corps des ambulanciers de la fonction publique hospitalière au sein de la filière soignante. Cette création a été actée en

2023.

Toujours selon le CHU, la demande de rétroactivité ne fonctionnerait donc pas, étant donné que le poste de l'agent n'était pas éligible à la prime avant la création de ce statut particulier, même si sa fonction n'a pas changé en tant que tel. « Nous avons déjà tranché ce dossier il y a plusieurs mois. C'est un sujet sur lequel nous avons expertisé et travaillé », conclut la direction des ressources humaines.

*Le prénom a été modifié**

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

600 degrés de trop en cumul : l'impact des vagues de chaleur marine est "colossal" en Normandie

Marie Lorillec

5-7 minutes

Cet été encore, la mer bat des records de chaleur le long de nos côtes. Un phénomène de plus en plus fréquent que les scientifiques appellent désormais les "vagues de chaleur marine", et dont les conséquences se font déjà sentir jusque dans nos parcs à huîtres.

La Manche n'est plus épargnée. Longtemps considérée comme protégée par ses eaux fraîches et ses forts courants de marée, la façade normande subit elle aussi les vagues de chaleur marine qui se multiplient sur les côtes françaises.

Un phénomène suivi de près par les scientifiques, jusque dans les parcs ostréicoles. L'huître devient ainsi une sorte d'indice climatique.

"Une vague de chaleur marine se définit lorsque la température de l'eau dépasse pendant au moins cinq jours celle observée 90 % du temps sur la même période, en comparant aux 30 dernières années", explique Nathaniel Bensoussan, chercheur au Laboratoire d'Océanographie Physique et Spatiale (LOPS) à Brest.

Les températures de surface

L'anomalie de la température de surface de la mer est la différence entre la température pour un jour donné et la moyenne à long terme pour le même jour (également appelée climatologie).

La moyenne à long est sur la période 1993-2016.

(Glissez le curseur en bas de la carte pour changer la date)

Sources : [Global Ocean Physics Reanalysis](#) et [Global Ocean Physics Analysis and Forecast](#)

En recensant les excès de température, jour après jour, sur une saison, le cumul apparaît considérable.

Nous voyons vraiment l'émergence de vagues de chaleur qui sont de plus en plus fortes, de plus en plus intenses, de plus en plus fréquentes.

Nathaniel Bensoussan, chercheur au LOPS

"On fait la somme à la fin de l'été de tout l'excès de températures pendant les vagues de chaleur, précise encore de le chercheur. Cela peut être 5°C un jour, 5°C le deuxième jour et cela score 10°C. Vous voyez quand nous arrivons à des maximums qui sont autour de 500, 600°C jours, c'est l'équivalent de 100 jours à + 6°C. C'est colossal."

Toutes les façades maritimes ne réagissent pas de la même façon à la canicule. La Manche

présente une particularité par rapport à la Méditerranée : la marée y joue un rôle protecteur.

En brassant les masses d'eau, elle tend à atténuer les vagues de chaleur marine, un peu comme un batteur qui homogénéise la température.

De plus en plus, nous assistons à des événements qui affectent les différentes façades de l'Hexagone.

Nathaniel Bensoussan, chercheur au LOPS

Mais ce rempart naturel a ses limites. Lors de la dernière vague de chaleur, des anomalies de plus de 5°C ont été enregistrées aussi bien en Manche qu'en Atlantique et en Méditerranée, preuve que même les eaux les plus brassées ne sont plus à l'abri.

C'est en Normandie que les scientifiques observent l'un des signaux les plus marquants du réchauffement des eaux : l'expansion vers le nord de l'aire de reproduction de l'huître creuse.

L'espèce est une sorte de sentinelle du changement climatique.

Pour mesurer l'impact concret des pics de chaleur sur la vie marine, le réseau Écoscopa, coordonné par l'Ifremer surveillance, depuis plus de 30 ans, huit sites ostréicoles répartis sur les trois façades françaises.

"Nous rencontrons en ce moment même des anomalies de température. En été, il y a celles qui nous gênent en tant qu'humains, mais nous trouvons aussi en hiver des écarts aux températures par rapport à la normale. Ces écarts peuvent induire des changements écologiques. Cela ne nous impacte pas (en tant qu'humain), mais les écosystèmes sont impactés par ces changements", explique Franck Lagarde, chercheur et coordinateur du réseau Ecoscopa.

Ces changements sont visibles sur certaines espèces. Franck Lagarde prend comme exemple le fait qu'il y a 40 ans, l'huître creuse ne se reproduisait pas au-delà de la Loire.

Elle s'est ensuite installée durablement en rade de Brest. *"Nos collègues normands commencent à faire des observations également avec des reproductions constatées jusqu'en Europe du Nord, certes de façon encore moins fréquente qu'en Bretagne"* explique le chercheur installé à Sète.

Sur les eaux normandes comme sur l'ensemble de la Manche et de l'Atlantique, les chercheurs constatent depuis cinq ans une tendance inquiétante : la croissance des huîtres ralentit.

Sur sept des huit sites suivis par Écoscopa, cette baisse atteint 14 à 62 % selon les endroits, la Bretagne Sud étant la plus touchée et Marennes-Oléron la moins affectée pour l'instant. Seule la Méditerranée fait exception, avec un naissain qui grandit au contraire plus vite depuis trois ou quatre ans.

Ce ralentissement de la croissance oblige déjà les ostréiculteurs à envisager des cycles d'élevage plus longs.

À cela s'ajoute un décalage du calendrier de reproduction : les pontes, autrefois concentrées entre le 15 juillet et le 15 août, s'étalent désormais de fin mai à fin septembre sur l'ensemble des façades, avec une fatigue physiologique des huîtres qui peine à se résorber à l'automne.

Bonne nouvelle en revanche du côté sanitaire : aucun lien direct n'a été établi entre les canicules marines et l'apparition de maladies chez l'huître creuse.

Le principal risque reste la baisse de l'oxygène dissous dans l'eau chaude, un phénomène surtout

documenté en Méditerranée, où il a provoqué la perte de 4 000 tonnes de coquillages en 2018.

Pour la Manche et la Normandie, la collecte de naissains naturels est restée une activité rentable l'an dernier, signe que la filière ostréicole locale, si elle doit s'adapter, conserve pour l'heure des marges de manœuvre.

Près de Rouen. La synagogue d'Elbeuf clôture le financement de ses travaux d'urgence contre la mérule grâce au soutien d'un mécène privé

Alexandre Leno

~3 minutes

Le bout du tunnel est proche. [Frappée depuis le mois de février par un foyer de mérules, champignon dévastateur pour le bois appelé aussi la "lèpre des maisons"](#), la synagogue d'Elbeuf près de Rouen va pouvoir financer les travaux d'urgence pour traiter l'invasion qui menaçait la structure du bâtiment. Un soulagement pour l'ACASE, l'association culturelle et culturelle israélite d'Elbeuf qui porte le projet de rénovation du bâtiment depuis plusieurs années avec le soutien de la Fondation du patrimoine et qui avait, dans la foulée de cette découverte, lancé un appel à la générosité dès le mois de mars. Le surcoût des travaux est évalué aujourd'hui à 350 000 euros. Les travaux lancés en urgence fin mai ont déjà permis de traiter l'essentiel du foyer lignivore. La fin du traitement est attendue sur la première quinzaine d'août. Ce bouclage du financement permet donc de finir le chantier et de payer l'entreprise.

Fin des travaux courant août

"Grâce à cette alliance exemplaire entre la constance des acteurs publics et l'agilité du mécénat privé, le patrimoine elbeuvien est protégé et son avenir est désormais assuré. Un grand merci à tous pour votre mobilisation et votre confiance", explique le président de l'association Nassim Levy dans son communiqué, jeudi 9 juillet. Si la Fondation a mis de sa poche au côté de la Région qui vient de confirmer le financement de 20% du surcoût, c'est aussi grâce au soutien inédit d'un mécène privé que l'association peut financer l'ensemble des travaux d'urgence, en l'occurrence la Fondation Edmond J. SAFRA qui, selon l'ACASE, *"a répondu à l'appel en apportant un soutien financier exceptionnel"* sans donner le montant exact de sa contribution estimée comme "majeure" soit environ la moitié d'après l'ACASE.

- **A lire aussi.** [\[Dossier\] Patrimoine. La synagogue d'Elbeuf bientôt sauvée](#)

La Fondation Edmond J. Safra est déjà investie au côté de la Fondation du patrimoine notamment à travers le Programme Patrimoine juif, qui couvre d'autres projets de rénovation tels que la [Maison Sublime de Rouen](#). Du nom d'Edmond J. Safra, banquier et philanthrope juif d'origine libanaise, la fondation intervient dans plus de 40 pays et finance des projets divers de l'humanitaire à l'éducation en passant par la sauvegarde du patrimoine religieux. Reste la suite des premiers travaux de rénovation pour transformer le lieu en un site culturel. La fin de la première phase est attendue courant novembre.

L'ouverture des concours d'enseignants aux titulaires d'une licence relance l'attractivité de la profession

Paul Idczak

4-5 minutes

C'est avec un air satisfait que le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, a présenté devant la presse les chiffres de l'année 1 des concours externes d'enseignants nouvelle formule, ce jeudi 9 juillet. Un cru significatif, puisqu'à la suite d'une réforme actée en 2024, ces concours ont été pour la première fois ouverts, en 2026, aux candidats de niveau bac +3, alors qu'ils étaient auparavant réservés aux titulaires d'un master. Des changements qui devaient permettre, aux yeux de l'exécutif, d'élargir le vivier et donc de renforcer l'attractivité d'un métier en difficulté depuis plusieurs années, marqué par un fort recours aux contractuels pour pallier les postes vacants dans de nombreuses académies.

Le nombre d'inscrits, dévoilé en avril et largement supérieur à l'an passé, laissait présager une augmentation du nombre de lauréats. Ce qui a bien eu lieu : les données dévoilées par le ministre sont marquées, selon ce dernier, par *"une différence notable"* avec l'année dernière. Avec 25 000 postes ouverts en 2026 contre 18 000 en 2025, du fait de la coexistence transitoire du concours ouvert aux L3 et de celui réservé aux M2, le nombre de lauréats a augmenté, cette année, de près de 50 %. *"Nous allons recruter 24 351 candidats contre 16 311 l'an dernier"*, a ainsi indiqué Édouard Geffray, précisant, au passage, que le taux de couverture atteint 98 % pour les professeurs du premier degré et 97 % pour le second degré. Il atteint même 100 % dans certaines académies traditionnellement en tension, comme Créteil ou Mayotte.

Lire aussi : [Les inscriptions au concours 2026 des professeurs de premier et second degrés ont augmenté de 46,3 %](#)

Autre satisfaction pour l'exécutif : certaines matières où les recrutements étaient difficiles ont largement bénéficié de la réforme des concours. Le taux de couverture des professeurs de mathématiques est par exemple passé de 74 à 93 %, celui des lettres modernes de 87 à 96 %, tandis qu'une augmentation de 23 points est à noter pour la physique-chimie, avec un passage de 75 %, l'an dernier, à 98 % en 2026. Concernant l'allemand, autre matière où le recrutement de titulaires est une gageure, 89 % de postes ont pu être pourvus, contre 77 % en 2025. De quoi faire dire au ministre qu'*"il y a bien une dynamique propre aux concours de L3, qui permet d'affirmer qu'on pourvoit désormais sensiblement mieux les postes"*. Avec, en sus, une note globale moyenne qui a *"sensiblement augmenté"* malgré un niveau d'exigence *"qui n'a pas baissé"* et rejette donc les éventuels arguments de recrutement au rabais.

4 000 postes d'enseignants en moins à la rentrée

En dépit de ces chiffres positifs, tous les problèmes ne seront pas réglés du jour au lendemain dans le monde enseignant. *“Ce n’est pas simplement en ouvrant les viviers que l’attractivité reviendra, mais aussi par de meilleures rémunérations”*, estime Matthieu Drouhin, secrétaire national du SE-Unsa. De fait, le nombre de professeurs dans les classes à la rentrée n’augmentera pas : la loi de finances 2026 a acté une baisse de 4 000 postes d’enseignants pour septembre prochain.

Une autre question concerne la répartition des lauréats du nouveau concours de niveau L3, puisque près de la moitié d’entre eux possèdent, selon les chiffres donnés par le ministère, un niveau bac +4 ou bac +5. Or, la réforme prévoit que les lauréats de ce concours titulaires d’une licence effectuent deux ans au sein d’un master professionnalisant et rémunéré, à hauteur de 1 400 euros pour la première année, et de 1 800 euros pour la seconde, effectuée à mi-temps. Ceux qui ont réussi ce concours en ayant déjà validé un master 1 ou un master 2 de professeur des écoles seront donc soit reversés directement en deuxième année, soit directement placés à temps plein devant les classes. À charge désormais pour le ministère d’analyser, cet été, les profils de l’ensemble des lauréats, pour arrêter l’identité de ceux qui devront effectuer l’intégralité de ce master au sein des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l’éducation.

Finances locales : la Cour des comptes salue les bons résultats 2025, mais doute des prévisions de Bercy pour 2026

Par *Philippine Ramognino*

7-9 minutes

En pleine crise des finances publiques et tandis que l'exécutif court après la baisse du déficit, les collectivités territoriales s'avèrent finalement être de bonnes élèves. Non seulement elles ont atteint la contribution qui leur avait été demandée en 2025, mais elles demeurent sur la bonne voie pour continuer à réaliser d'importantes économies cette année. Ce constat, la Cour des comptes le partage dans son [rapport annuel sur les finances locales, publié jeudi 9 juillet](#).

Au total, le montant net de la contribution des collectivités à la réduction du déficit global de l'État a atteint 4,3 milliards d'euros en 2025. Les efforts sont de trois ordres : un redéploiement des recettes des collectivités vers l'État, une hausse des cotisations des collectivités à la Sécurité sociale et la rétention des recettes via le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico), institué en 2025 pour assurer des prélèvements obligatoires sur les collectivités.

Un effort plus élevé que prévu

Autre bonne nouvelle : les mesures auxquelles ont été contraintes les collectivités ne se sont finalement pas faites au détriment de leur propre santé financière, celles-ci ayant non seulement atteint la cible qui leur avait été fixée, mais ayant également réussi à absorber les économies. Autrement dit, tandis que l'on aurait pu s'attendre à ce que le déficit des collectivités augmente au même rythme que l'argent qui leur a été retiré, leur déficit a au contraire diminué.

Lire aussi : [À l'Assemblée, bientôt une proposition de loi organique pour renforcer l'autonomie fiscale des collectivités](#)

Comment expliquer ces bons résultats ? Selon le président de la 4^e chambre de la Cour des comptes, Damien Cazé, les collectivités auraient anticipé les mesures d'économies et mis en place des systèmes de freinage. *“Ces systèmes de freinage, essentiellement portés sur les dépenses de fonctionnement, ont contribué à aller au-delà de l'effort qui leur avait été demandé”,* vulgarise-t-il.

Et selon l'analyse à mi-parcours des magistrats financiers, les collectivités devraient de nouveau parvenir à absorber leur contribution au redressement des finances publiques en 2026.

“L'exécution de la LFI pour 2026 va se traduire par une augmentation du montant de leur contribution, a poursuivi Damien Cazé. Par ailleurs, les mesures de régulation budgétaires prises en cours d'année vont aller dans le sens d'une augmentation de leur contribution : on accroit

l'effort qui leur est demandé". Comme à son habitude, la Cour des comptes n'en appelle pas moins à renouveler les efforts. Son rapport annuel sur les finances locales réaffirme leur nécessaire *"contribution significative"* au redressement des comptes mais préconise d'autres modèles, détaillés dans ses recommandations.

Des prévisions de Bercy jugées trop optimistes

Un discours qui tranche quelque peu avec celui du gouvernement, qui a appelé les collectivités à la responsabilité lors du dernier comité d'alerte des finances publiques, mardi 7 juillet. *"Il faut que les dépenses des collectivités locales soient aussi en ligne avec ce qui avait été prévu au moment de la loi de finances initiale, a ainsi alerté le ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel. On a aujourd'hui un risque à hauteur de 2 milliards d'euros, et le second semestre sera crucial"*.

Or, selon les magistrats financiers, ce risque à hauteur de 2 milliards d'euros représenterait un dérapage d'une trajectoire qui serait de toute manière trop optimiste dès le départ. Pour bien comprendre : la loi de finances pour 2026 tablait sur un déficit des collectivités de 6,1 milliards d'euros. Mais alors même que la situation macroéconomique internationale se dégradait suite au déclenchement de la guerre au Proche-Orient, le rapport d'avancement annuel d'avril 2026 prévoyait un objectif encore plus ambitieux, avec un déficit qui se réduirait à 4,4 milliards d'euros. Un changement de posture conduisant la Cour des comptes à *"exprimer des doutes"* sur des projections qui semblent éloignées de la réalité économique et de ses aléas.

Lire aussi : [Finances locales : la Cour des comptes alerte sur un système de péréquation défaillant](#)

"Le dérapage de 2 milliards d'euros évoqué par le ministère de l'Économie et des Finances correspond à un écart par rapport aux prévisions de ce ministère, qui, à ma connaissance, n'ont pas été concertées au préalable avec les collectivités, a partagé le rapporteur général Jean-Pierre Viola, conseiller maître à la Cour des comptes. Je ne dis pas qu'il ne se produira pas in fine, mais notre analyse est que la prévision des dépenses des collectivités telle qu'elle a été arrêtée par Bercy est probablement trop optimiste, ne serait-ce qu'au regard des effets directs et indirects de l'inflation". De fait, les magistrats financiers tablent sur le fait que la prévision de déficit ramenée à 4,4 milliards d'euros en 2026 au lieu de 6,1 milliards d'euros en LFI est *"malheureusement"* susceptible de ne pas être confirmée en exécution budgétaire.

Mais si l'on s'en tient au scénario de Bercy, demeure-t-il des marges de manœuvre aux collectivités pour éviter ce *"dérapage"* de 2 milliards d'euros ? *"On ne va pas se prononcer en opportunité sur le montant souhaitable de la contribution des collectivités au redressement des finances publiques"*, a répondu le rapporteur général Jean-Pierre Viola. Les collectivités qui bénéficient d'une grande aisance financière conservent naturellement des marges. Reste à voir si les élus locaux qui peuvent se le permettre iront encore plus loin dans les efforts, en étant encore davantage sélectifs sur certaines dépenses, en retardant la réalisation de projets ou encore des embauches visant à remplacer les départs en retraite. Ce n'est que dans les prochains mois que pourra se dessiner *"l'atterrissage final"* du bilan comptable.

Les collectivités affichent en moyenne une "bonne santé financière"

Même si, sans surprise, des disparités existent entre les différentes strates de collectivités, et même au sein d'un même échelon, la situation financière des finances locales apparaît globalement saine en 2025. Le déficit des collectivités a diminué, et l'augmentation de leurs

dépenses s'est avérée inférieure à celles de leurs recettes. *“En 2025, les 4 niveaux de collectivité ont freiné à des degrés divers la progression de leurs dépenses de fonctionnement”*, note ainsi Damien Cazé. Ce ralentissement est d'autant plus notable qu'elles assument une hausse de leur cotisation au régime de retraite des fonctionnaires territoriaux, qui représente à elle seule près d'un tiers de la hausse de leur dépense de fonctionnement”. Les intercommunalités et les communes affichent une solidité financière plus importante que les départements et les régions. Les recettes de fonctionnement ont de leur côté augmenté “de manière notable”. Ces résultats positifs ne doivent néanmoins pas masquer l'effort qu'il reste à mener : le déficit des collectivités demeure néanmoins élevé, en valeur absolue, lorsqu'on le compare avec le solde des années 2014 à 2020.

Ulcérés par des “bricolages techniques”, les syndicats de la fonction publique ont claqué la porte du rendez-vous salarial

Par Marie Malaterre

4-5 minutes

Si les organisations syndicales de la fonction publique ne s'attendaient pas à un grand soir, elles ont cependant été déçues et ont d'ailleurs claqué la porte avant la fin du rendez-vous salarial qui s'est tenu hier, 8 juillet. Face aux mesures présentées par le ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, c'est l'amertume qui domine.

“Le ministre n'a eu que des bricolages techniques à proposer, faits de mesurettes ciblées et de « chantiers » renvoyés à plus tard, souligne la CGT Fonction publique. Tout cela est d'une indigence totale au regard de la situation vécue par les agentes et les agents publics.”

Les organisations syndicales de la fonction publique déplorent unanimement le manque de revalorisations générales des rémunérations des agents publics, une revendication qu'elles portent pourtant de longue date.

“Le ministre n'a pas annoncé de mesure générale pour la fonction publique, alors que l'inflation est supérieure à 2 % et que la dernière hausse des salaires date de plus de deux ans, le 1^{er} janvier 2024”, insiste l'Unsa Fonction publique. L'organisation rappelle par ailleurs que depuis le début du deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron, l'inflation atteint 15 % tandis que la valeur du point d'indice n'a progressé que de 5 %. “Le pouvoir d'achat des agents publics continue de s'aggraver et le décrochage avec les salaires du secteur privé se creuse”, poursuit-elle.

Lire aussi : [Rendez-vous salarial dans la fonction publique : le ministre David Amiel écarte la hausse du point d'indice et mise sur des mesures ciblées](#)

Du côté de la CFE-CGC, on estime que *“les constats s'accumulent, les réunions s'enchaînent et les décisions, elles n'arrivent pas, explique l'organisation syndicale. Le rendez-vous salarial de ce jour en est une nouvelle illustration : aucune mesure, aucune revalorisation, aucune réponse aux attentes des agents.”*

“Le gouvernement ne veut rien entendre à l'urgence dans laquelle sont les agents de la fonction publique, regrette Caroline Chevé, secrétaire générale de la FSU Fonction publique. Le chantier annoncé sur les grilles des catégories B et C est bien sûr indispensable, mais cela ne répond pas aux attentes.”

Une situation qui n'est pas sans conséquences et qui entraîne, selon la CFE-CGC, un affaiblissement de la fonction publique avec moins de candidats, plus de démissions, des recrutements en crise et des métiers essentiels qui ont de plus en plus de mal à trouver preneurs.

“Comment attirer les talents avec des salaires qui ne suivent plus, des conditions de travail qui se dégradent et une reconnaissance qui disparaît ?”, ajoute-t-elle.

Un choix politique

Dans ce contexte, l'exécutif est resté en effet totalement fermé à toute perspective de mesures de revalorisation générale, favorisant les revalorisations ciblées qui seront proposées lors de la construction du budget 2027. Elles portent notamment sur la révision des règles de prise en compte des expériences antérieures à l'entrée dans la fonction publique, des améliorations sur les mécanismes de promotion interne ou encore l'ouverture d'un chantier sur les bas de grilles.

Autant d'annonces jugées positives par certaines organisations syndicales, mais aussi beaucoup trop ciblées sur certains agents et surtout sur le versant État. *“Non seulement il n'y a aucune réponse à nos demandes, mais les mesures qui restent hypothétiques pour 2027 pourraient potentiellement ne concerner qu'un seul versant de la fonction publique”,* dénonce Pascal Kessler, président de la FA-FP.

“Le compte n'y est pas. Les mesures présentées ne sont pas inintéressantes mais ne sont pas à la hauteur des enjeux, poursuit Laure Revel, secrétaire générale de la CFDT Fonctions publiques. C'est un vrai choix politique de ne pas aller chercher des ressources ailleurs pour revaloriser la rémunération de l'ensemble des agents publics.”

Pour toutes ces raisons, l'ensemble des organisations syndicales confirme leur appel à mobilisation pour le 29 septembre prochain.